

Ministère	Éléments du Programme ministériel de modernisation et de simplification (PMMS)
Services du Premier ministre	Mutualisation de fonctions supports, regroupements immobilier y compris des autorités administratives indépendantes, financement de démarches de restructuration des DDI...
Ministère des affaires étrangères	Plan d'adaptation 2013-2015 pour une modularité du réseau (redéploiements, nouvelles formes de présence et de représentation, cadre interministériel...), transformation de la direction de la prospective en Centre d'analyse, de prévision et de stratégie
Ministère des affaires sociales et de la santé	Réorganisation des directions support en administration centrale, les systèmes d'information doivent constituer un axe stratégique, projet d'ensemble d'optimisation des ARS en prolongement du programme STARS, adaptation de l'action des services DRJSCS/DDCS pour répondre aux évolutions des missions "formation certification", programme national PHARE (performance hospitalière pour des achats responsables) pour faire des économies
Ministère de l'agriculture	mutualisation des achats avec les opérateurs, raccordement du SIRH à l'ONP, Arrêt des missions d'assistance à la délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement, arrêt des missions de gestion des quotas laitiers à partir de 2015, rationalisation des services support,
Ministère de la culture	Déconcentration de certaines missions, dématérialisation, SIRH et ONP, validation des programmes scientifiques et culturels des musées de France et le processus des certificats d'exportation des biens culturels seront simplifiés, réforme du Conseil national des arts plastiques (CNAP), simplification des procédures de la commission paritaire des publications et des agences de presse (CPPAP), des scénarios de mise en réseau entre opérateurs pourraient être envisagés pour valider des logiques de regroupement de structure
Ministère de la défense	"La reconfiguration de la carte militaire se poursuit, permettant de réduire la dispersion des implantations militaires, de favoriser les rapprochements entre unités devant opérer de manière conjointe, de générer des économies de fonctionnement et de participer à l'amélioration de la condition du personnel et de leur famille au travers d'une meilleure insertion sur le territoire ."
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	Etats généraux du droit de l'environnement, modernisation de la réglementation minière, transformation du réseau scientifique et technique en établissement public CEREMA,
Ministère de l'économie et des Finances / Ministère du commerce extérieur	"Au cours des dernières années, les réseaux territoriaux de nos ministères ont été marqués par des réformes importantes (création de la DGFIP, évolutions successives du réseau de la DGDDI, transfert d'une partie des effectifs du réseau international à l'opérateur UBIFRANCE) . Une adaptation pragmatique et innovante de l'organisation territoriale des services sera poursuivie, en tenant compte des spécificités de chaque mission, de l'analyse des besoins des usagers et des contraintes budgétaires, et dans le cadre de démarches concertées avec les personnels et les acteurs locaux . Les projets stratégiques en cours permettront de redéfinir les principes d'organisation des réseaux, notamment à la DGFIP et à la DGDDI ."
Ministère de l'éducation nationale	Dématérialisation de certaines procédures (livret scolaires, conventions de stage...), réorienter les missions du DASEN vers davantage de pilotage pédagogique (au détriment du pilotage des acteurs déconcentrés), réingénierie des fonctions support
Ministère de l'égalité des territoires et du logement	Arrêt de la mission d'application du droit des sols, fin de l'ATESAT (ingénierie de solidarité), fusion MILOS/ANPEEC
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Fusion du CNESER et du CSRT, simplification et unification des statuts des structures de coopération, "Il est ainsi souhaité renforcer le rapprochement, sur un territoire donné, des universités, des grandes écoles et des organismes de recherche et aboutir à une coordination autour d'un projet partagé des politiques de formation et de recherche et des transferts des résultats de la recherche des établissements qui y sont implantés . Il est prévu de constituer ainsi une trentaine de grands ensembles territoriaux dotés d'une organisation reposant sur des principes de subsidiarité et de mutualisation . Il sera conclu un seul contrat pluriannuel avec l'ensemble des établissements regroupés à la place du contrat avec chaque établissement ."
Ministère de l'intérieur	Réduction des tâches des sous-préfectures et préfectures, "Pour leur part, la police et la gendarmerie nationales redéployeront d'importants moyens, notamment vers les zones de sécurité prioritaires, après s'être désengagées de diverses tâches périphériques, notamment administratives", dématérialisation (pré-plainte en ligne, demandes de passeports biométriques...), rationalisation des fonctions transversales pour des redéploiements, service unique d'achat pour la police nationale et la gendarmerie (incluant la sécurité civile), implantations immobilières sur 3 sites, création de secrétariats généraux à l'administration du ministère de l'intérieur qui fera au niveau de la zone l'échelon de droit commun pour la gestion de la police et de la gendarmerie et pour certaines tâches de back-office des préfectures, . En Ile -de-France, la création des SGAM conduira à la fusion des SGAP de Paris et Versailles, recentrage au niveau régional et départemental sur certaines priorités stratégiques, réorganisation des moyens opérationnels d'interventions (flotte d'hélicoptères, carte des moyens nationaux de la sécurité civile, rationalisation de la carte des centres de rétention administrative...)

Ministère de la justice	création d'un réseau d'écoles justice, regroupement sur un seul site des grandes directions à réseau du ministère, concept de tribunal de première instance (fusion des juridictions, constitution d'une chambre social, guichet unique de greffe d'accès du citoyen à la justice), la carte des cours d'appel sera questionnée, réduction des coûts (champs comme l'interprétariat peuvent être investis)
Ministère du redressement productif / Ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme	"Après cinq années d'existence, la DGCIS conduira pour les ministères, au cours de l'année 2013, un chantier important de réflexion stratégique, pour s'engager dans un processus d'adaptation de ses missions, moyens et de son organisation, afin d'être en parfaite cohérence avec les priorités du gouvernement et des ministères. Celle-ci devra en particulier accroître ses capacités stratégiques, prospectives, et d'intelligence économique, et améliorer sa connaissance des entreprises individuelles. Le chantier, qui associera les DIRECCTE, a été formellement engagé en présence le 7 juin 2013 et sera achevé pour une mise en œuvre dès le début de l'année 2014 .", possibilité de réintégration des missions de l'ANSP (agence national des services à la personne) dans l'administration centrale, contrats d'objectifs et de performance pour le réseau consulaire,
Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative	Réorganisation de la Direction des sports, réforme du CNDS, réforme des CREPS dans le cadre du projet de loi de décentralisation,
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	Mise en œuvre de l'ANI du 11 janvier 2013, réorganisation des directions support en administration centrale